Un vrai diplôme pour la formation en alternance

■ A Bruxelles et en Wallonie, elle donnera aussi, désormais, accès à la fonction publique.

La formation en alternance (Ifapme, SFPME et Cefa), point central de la politique menée en Wallonie à Bruxelles et par la force des choses en Fédération Wallonie-Bruxelles, pour la mise à l'emploi des jeunes, vient de voir son statut rebondir positivement.

Ces trois gouvernements, auquel il convient d'ajouter la Cocof (matières communautaires qui visent les francophones bruxellois), se sont donc accordés, jeudi, sur leur dossier commun de convergence en matière d'enseignement, de formation en alternance et d'emploi. En décidant, notamment, d'harmoniser les certifications entre la formation en alternance et l'enseignement: *"A compétences égales, nous considérons que des jeunes doivent bénéficier du même diplôme"*, assurent en chœur les ministres de l'Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, Marie-Martine Schyns (CDH), et de l'Emploi et de la Formation en Wallonie, Eliane Tillieux (PS).

Inspiré par les Suisses

Une manière de faire largement inspirée par le système suisse qui permet ce genre de certification et toute une série de passerelles entre les différents types d'enseignement.

Les quatre gouvernements, non sans vanter leur bonne entente et la qualité de leur concertation (suivez mon regard...), ont également confirmé que cette certification commune sera valable au niveau européen, ce qui devrait permettre une plus grande mobilité pour les travailleurs.

Autre bonne nouvelle pour les 6 000 jeunes qui se forment chaque année dans les centres de formation en alternance, ainsi que pour ceux qui y passeront à l'avenir, la fonction publique régionale et communautaire reconnaîtra désormais leur diplôme et leur ouvrira ses portes.

Autre aspect du dispositif signé lundi: les primo-arrivants pourront faire reconnaître leur diplôme et valider leurs compétences et ainsi trouver plus facilement un travail en lien avec celles-ci lorsqu'ils s'installent dans nos contrées. *"Il n'est pas rare, actuellement, de voir, par exemple, un ingénieur technicien faire la plonge dans un restaurant. C'est cela qu'il faut changer"*, explique le ministre bruxellois de l'Emploi, Didier Gossuin (Défi).

S. Ta.